

*Secrétaire
et adjoint*

PREFECTURE DE L'AVEYRON

**DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT**

2005 - 297 - 2 - - 24 OCT. 2005

Arrêté n° du

ML/MTC

O B J E T : Autorisation de rejet de la station d'épuration du centre médical Maurice Fenaille, commune de Verrières.

LA PREFETE DE L'AVEYRON
*Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite*

- VU le code rural,
- VU le code de l'environnement et notamment ses articles L 214-1 à L 214-6 ;
- VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié, relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par les articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement ;
- VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié, relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application du code de l'environnement ;
- VU le décret n° 94-469 du 3 juin 1994, relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 372-1 et L 372-3 du code des communes ;
- VU l'arrêté du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L.2224-8 et L.2224-10 du code général des collectivités territoriales, dispensés d'autorisation au titre du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et notamment ses mesures ;
- VU la demande présentée par M. le Directeur du centre médical Maurice Fenaille le 25 avril 2005 et le dossier annexé à celle-ci ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2005-150-13 du 30 mai 2005 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique dans la commune de Verrières, du 20 juin au 7 juillet 2005 inclus ;
- VU le rapport et les conclusions favorables du commissaire enquêteur en date du 22 juillet 2005 ;
- VU l'avis favorable du Sous-Préfet de Millau en date du 25 juillet 2005 ;
- VU le rapport du Chef du service de police de l'eau en date du 2 septembre 2005 ;
- VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 28 septembre 2005 ;
- SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

.../...

- ARRETE -

Article 1^{er} - Objet de l'autorisation :

Dans le cadre de la réalisation du projet d'assainissement du centre médical Maurice Fenaille, commune de Verrières, M. le Directeur du centre médical Maurice Fenaille désigné ci après " le pétitionnaire ", est autorisé à rejeter dans le sol les eaux épurées de la station d'épuration, d'une capacité maximale journalière de 250 équivalents habitants, conformément aux dispositions du présent arrêté.

Les ouvrages de traitement et d'infiltration sont implantés sur la parcelle n° 128, section ZI, de la commune de Verrières.

L'ensemble du projet relève de la rubrique ci-après de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié :

Rubrique	Activité	Régime
1.2.0	Rejets d'effluents sur le sol ou dans le sous-sol, à l'exclusion des bassins d'infiltration visés à la rubrique 5.3.0, aux épandages visés aux rubriques 5.4.0. et 5.5.0.	Autorisation

Article 2 - Conditions techniques imposées aux rejets :

a) Caractéristiques du réseau

Les branchements au réseau de collecte concernent exclusivement les eaux usées domestiques.

Les réseaux, desservant la zone collectée seront, après travaux, de type séparatif.

b) Capacité de traitement de la station d'épuration

La station d'épuration est dimensionnée pour recevoir et traiter les charges suivantes :

Paramètres	Charges de référence
Volume	38 m ³ /j
Demande biologique en oxygène (DBO ₅)	15 kg/j

c) Niveau de traitement

Les caractéristiques des rejets traités ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes en sortie du filtre à sable :

Paramètres	Concentrations maximales en moyenne journalière
Demande biologique en oxygène (DBO ₅)	25 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	125 mg/l

.../...

d) Ouvrages de rejet

En sortie du filtre à sable, les rejets seront infiltrés par épandage souterrain à faible profondeur sur des sols naturels ou reconstitués, dont les caractéristiques sont celles indiquées par l'hydrogéologue agréé et qui sont reprises dans le dossier joint à la demande d'autorisation.

e) Rejets industriels

Si dans l'avenir des rejets industriels sont raccordés au réseau de collecte de la station d'épuration, ils devront être conformes à la réglementation en vigueur et en particulier aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Les rejets dans le réseau privé devront être dûment autorisés par le pétitionnaire.

Ils feront éventuellement l'objet entre le pétitionnaire, l'industriel et le maître d'ouvrage du réseau de collecte concerné, de conventions techniques et financières précisant notamment, les dispositifs de traitement, de contrôle et de surveillance mis en œuvre.

f) Destination des sous produits

Après mise en fonctionnement de l'ouvrage de traitement des eaux usées du centre médical Maurice Fenaille et conformément au décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 et à la rubrique 5.4.0. 2° du décret nomenclature n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié, si la quantité de matière sèche produite par l'unité de traitement venait à dépasser le seuil des 3 tonnes/an, un dossier de déclaration d'épandage des boues devrait être déposé et validé par le service chargé de la police de l'eau.

g) Divers

Les ouvrages seront implantés et exploités conformément aux pièces du dossier. Toute modification apportée soit lors de leur réalisation, soit ultérieurement, fera l'objet d'une déclaration à l'Administration et pourra être soumise à une procédure d'autorisation ou donner lieu à des prescriptions complémentaires.

Article 3 – Entretien et surveillance des installations :

Le pétitionnaire devra s'assurer du bon fonctionnement des installations par des visites périodiques permettant un entretien régulier des ouvrages. L'organisme ou l'agent responsable de l'entretien des installations devra avoir suivi toutes les formations nécessaires à la mise en œuvre de ces opérations quotidiennes.

Tout dysfonctionnement susceptible d'altérer la qualité des rejets devra être porté à la connaissance du service chargé de la police de l'eau.

Article 4 – Auto-surveillance des rejets de la station :

Un regard de contrôle sera installé en sortie du filtre à sable. Ce regard sera conçu de façon à pouvoir effectuer un prélèvement moyen journalier.

Une mesure du débit et un prélèvement moyen sur 24 heures seront réalisés au minimum **une fois par an**. Les paramètres à analyser sont les suivants : pH, débit, DBO5, DCO et MES.

Le suivi des débits sera réalisé grâce au canal débitimétrique installé en entrée de station d'épuration.

Les résultats seront transmis au service chargé de la police de l'eau et à l'Agence de l'Eau.

Article 5 - Contrôle des installations :

Les agents chargés de la police de l'eau doivent avoir en tout temps, libre accès aux installations du pétitionnaire, accompagnés de l'exploitant.

Le service chargé de la police de l'eau pourra demander que des prélèvements, des contrôles, des mesures ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté; les frais occasionnés par ces interventions seront supportés par le pétitionnaire.

Article 6 - Dispositions en cas d'accident :

Le pétitionnaire est tenu de déclarer dans les meilleurs délais au service chargé de la police de l'eau, les accidents ou incidents en rapport avec le fonctionnement des ouvrages qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Article 7 - Caractère de l'autorisation :

L'autorisation est donnée pour une durée de 20 ans. La fin de validité du présent arrêté est fixée au 31 décembre 2026.

L'Administration se réserve le droit de fixer ultérieurement toutes nouvelles prescriptions rendues nécessaires dans l'intérêt de la santé, de la salubrité publique, de la protection de la ressource en eau ou du milieu aquatique, sans que le pétitionnaire puisse prétendre à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

Article 8 - Récolement des ouvrages :

Dès l'achèvement des travaux de construction des ouvrages décrits au dossier, le pétitionnaire en avisera le service chargé de la police de l'eau. Il sera alors procédé à une visite de récolement de ces ouvrages.

Article 9 - Respect des réglementations et réserve des droits des tiers :

La présente autorisation intervient au seul titre de la police de l'eau et de la protection des milieux aquatiques; elle laisse au pétitionnaire l'entière responsabilité des ouvrages réalisés, notamment en cas de vice caché ou de sinistre.

Elle ne dispense en aucun cas le pétitionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations notamment en matière d'urbanisme.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10 - Frais divers :

Le pétitionnaire supportera tous les frais ou droits auxquels la présente autorisation pourrait donner lieu.

Article 11 - Affichage de l'arrêté :

Le présent arrêté devra être affiché en mairie de Verrières pendant une durée minimale d'un mois. Il sera, en outre, consultable en ladite mairie par toute personne intéressée.

De plus, un extrait du présent arrêté sera publié par les soins de la Préfète et aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux diffusés dans le département.

.../...

Article 12 - Délais et voies de recours :

Conformément aux dispositions de l'article R. 421.1 du code de justice administrative, le délai de recours contre le présent arrêté est de deux mois pour le pétitionnaire à compter de sa notification, et de quatre ans pour les tiers à compter de sa publication, auprès du Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 13 - Exécution de l'arrêté :

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de Millau, le Chef du service de police de l'eau et M. le Maire de Verrières sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture et notifié à Monsieur le Directeur du centre médical Maurice Fenaille.

Fait à Rodez, le 24 OCT. 2005

Pour la Préfète
et par délégation
Le Secrétaire Général

Olivier DIANCARELLI